

INVITÉ

Pour une économie de la durabilité

Economie ► Après trente ans de paralysie néolibérale et de dérégulations tous azimuts, l'avenir de la planète dépend de la capacité à développer des modèles d'économie inclusive, au bénéfice du bien-être humain, de l'équité sociale, et visant la réduction des risques environnementaux. Expert en développement durable, René Longet propose des pistes d'orientation.

RENÉ LONGET*

Voici un peu plus de trois ans, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait l'Agenda 2030 avec ses «17 Objectifs et 169 cibles de développement durable», présentées comme «intégrées et indissociables» (§ 18). Elle donnait ainsi la définition actuelle et concrète de la notion de durabilité, conçue voici un peu plus de trente ans par la Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

Atteindre ces objectifs d'ici 2030 nécessite entre 5000 et 7000 milliards de dollars par an. Cela peut paraître beaucoup, mais c'est moins de 10% du PIB mondial; en réalité, l'ensemble des investissements devrait s'orienter vers la durabilité. Le Sommet mondial du Développement durable de Johannesburg n'avait-il pas demandé en 2002 «de modifier radicalement la façon dont les sociétés produisent et consomment», reprenant ce que René Passet avait formulé en 1979: «C'est toute l'économie qui doit s'inscrire au service de l'humain et du vivant»? Loin d'être un luxe, la durabilité est la condition du vivre ensemble sur cette Planète.

Pour une économie de la durabilité

La grande question est de savoir comment y parvenir. Après trente ans de paralysie néolibérale qui a prôné la dérégulation comme la solution à tous les maux, ces maux se sont fortement aggravés. Seule une gouvernance indépendante des lobbies et du court-termisme permettra de découpler l'économie de marché des abus commis en son nom: pas de marché sans régulation – et pas de régulation sans marché... «Pour éviter que la pollution ne transforme à jamais notre monde, il faut commencer par transformer du tout au tout notre façon de penser l'économie», rappelle Naomi Klein¹.

Une économie de la durabilité est une économie inclusive, de l'utilité et du bien commun – «une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.»² Les entreprises auront toujours besoin de chercher leurs comptes, mais à travers des activités à impact écologique et social positif, et avec une lucrativité raisonnable.

L'économie sociale et solidaire, le commerce équitable ou encore la finance durable et d'impact – vecteurs-clé du changement – en indiquent le chemin. Mais aussi les modèles d'économie circulaire et de fon-



Au rang des mesures de transition vers une économie durable, René Longet suggère de comptabiliser «la valeur des prestations de la nature».
Photo: Dans son rôle essentiel d'agent pollinisateur, une abeille butine un crocus, Zurich, mars 2018. KEYSTONE

tionnalité, où l'on gagne sa vie par l'entretien et la réparabilité et non par l'obsolescence organisée ou l'extraction forcée de ressources non renouvelables.

Si l'internet des objets est la 4^e révolution industrielle, la 5^e doit être celle de la durabilité! La bonne nouvelle: dans pratiquement tous les secteurs existents des biens et services répondant à ses exigences. Mais la mauvaise suit aussitôt: ils ne parviennent guère à sortir des marchés de niche. Car généraliser les bonnes pratiques suppose aligner rentabilités financières, écologiques et sociales et lever un certain nombre de désincitations à l'échelle territoriale la plus large.

Sept mesures pour débloquer la transition

1. Assurer la vérité des coûts (principe du pollueur-payeur).

Les externalités négatives de l'énergie – tels les coûts du changement climatique ou de la gestion des déchets radioactifs – ont été estimées en 2015 par le FMI à 5300 milliards de dollars³; pour la circulation routière, elles s'élèvent en Suisse à 10 milliards de francs par an⁴. Tout cela n'est pas reflété dans les prix et reporté sur autrui. Les calculs économiques en sont gravement faussés et c'est ainsi que le recyclage des matières coûte souvent plus cher que leur extraction du sous-sol. Les externalités positives qui ne trouvent pas à se financer sur le marché doivent faire l'objet d'un correctif sous forme de subven-

tions et les externalités négatives sous forme de taxes (avec les modulations sociales corrépondantes). Si de nombreux pays ont introduit un tarif pour les émissions de carbone, dans aucun, son niveau n'atteint le coût des dommages⁵ ni une hauteur dissuasive.

2. Inscrire des finalités écologiques et sociales dans la mission des entreprises.

Actuellement, les administrateurs de sociétés sont légalement tenus d'en maximiser la valeur financière. Il faut passer de la *shareholder value*, soit des intérêts des seuls actionnaires, à la *stakeholder value*, soit la prise en compte des intérêts des salariés, des consommateurs, des sites d'implantation, de l'environnement, des collectivités – ce dont les gestionnaires seront comptables. Promouvoir la fonction écologique et sociale des entreprises est l'engagement majeur du mouvement B-Corp et concerne également le secteur financier, qui doit se mettre au service de l'utilité et non de la maximisation des rendements⁶.

3. Garantir un standard écologique et social mondial.

De nombreux traités internationaux visent à protéger les océans, les espèces animales et végétales, les sols, l'atmosphère ou le climat. En matière sociale, une douzaine de conventions de l'Organisation internationale du Travail⁷ proscrivent le travail forcé et des enfants, les discriminations à tous niveaux et la coercition, et garantissent un salaire et un horaire décents et le droit à la négociation col-

lective. Mais la mise en œuvre de ces engagements reste très inégale, ce qui expose entreprises comme travailleurs à une constante sous-enchère.

4. Eliminer les pratiques nocives.

Le poste le plus conséquent est la soustraction fiscale; la corruption et les détournements de fonds représentent 2600 milliards de dollars⁸ et le crime organisé 1600 à 2200 milliards, dont un quart dû au trafic de drogue (entre 426 à 652 milliards de dollars), selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime⁹. Légales mais particulièrement nuisibles, les dépenses pour l'armement, chiffrées par la Banque mondiale à 2166 milliards de dollars pour 2016¹⁰, dont un tiers (714 mia de dollars) pour les seuls Etats-Unis¹¹. D'après Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, l'Amérique a déboursé pour la guerre en Irak, entre 2001 et 2008, 3000 milliards de dollars. Quant au tabagisme, ses coûts sont estimés à 1436 milliards de dollars par an¹², et les dépenses publicitaires à 578 milliards¹³.

5. Inscrire dans les comptes la valeur des prestations de la nature¹⁴.

Le modèle économique dominant ne se préoccupe pas des capacités des systèmes naturels à produire des ressources et à digérer nos déchets. Nous comptabilisons les coûts de leur extraction, transformation, transport et commercialisation mais pas de leur raréfaction, soit de leur remplacement. Pour la Suisse, Agroscope a établi en 2017¹⁵ la valeur pour l'agriculture de la pollinisation par les abeilles à

350 millions de francs par an. Ces valeurs doivent se retrouver dans les comptes des entreprises comme des Etats.

6. Remplacer le PIB par un indicateur de durabilité.

Malgré ses défauts reconnus, le PIB reste la référence pour décrire l'état d'un territoire; or il additionne des pommes et des poires, et occulte tout ce qui n'est pas monétarisé. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 avait demandé aux entreprises d'informer sur «le caractère durable de leurs activités» et de compléter le PIB par «des mesures plus larges du progrès». Par exemple, des indicateurs de développement social, humain ou, comme au Bhoutan, de bonheur national brut – sachant qu'un territoire durable est un territoire qui augmente sa cohésion sociale, diminue son empreinte écologique et consolide son tissu économique.

7. Passer du gigantisme globalisé à une relocalisation solidaire.

Des échanges oui, mais équitables et partant des savoir-faire locaux. Les concentrations et délocalisations effectuées au nom des économies d'échelle et d'une maximisation des rendements financiers se paient très cher du point de vue de l'emploi et des territoires. Ces critères doivent entrer dans les législations sur les fusions et les positions dominantes, et les plus de 3000 accords d'investissement existant dans le monde¹⁶.

Agir sur ces sept points permettrait de passer d'une économie de la prédation à une économie de la valeur écologique et

sociale. Mutation qui serait du même ordre que le passage, à travers le New Deal, le Fordisme et les Trente Glorieuses, du capitalisme de la pénurie à celui de l'abondance. Modèle grippé et pathogène, à remplacer par un nouveau cycle où les bénéfices financiers (plafonnés) seront le fruit d'activités écologiquement et socialement vertueuses – car ces activités auront trouvé leur public et donc leur rentabilité (raisonnable).

Vers un nouveau cycle

La balle de la redéfinition des conditions cadre est clairement dans le camp des Etats. Comme l'élection de Donald Trump l'a montré, l'on ne mobilisera largement pour la transition – les milieux populaires en particulier – qu'à travers un discours crédible sur l'emploi. L'emploi est le thème fédérateur, la porte étroite par où passera la durabilité. D'ores et déjà, aux Etats-Unis, deux fois plus de salarié-e-s gagnent leur vie dans le solaire que dans le charbon – encore faut-il le faire savoir! Plus largement, sans équité sociale, pas de durabilité ni d'acceptance de la durabilité; c'est la question sociale qui décidera de la question écologique. I

* Expert en développement durable, Genève.

¹ Klein N., *Tout peut changer, Capitalisme et changement climatique*, Actes Sud, Arles 2015.

² Programme des Nations Unies pour l'Environnement, *Vers une économie verte*, Nairobi 2012, p. 2, accès doc pdf: archive.ipu.org/splz-f/rio+20/rpt-une.pdf

³ www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15105.pdf

⁴ *Environnement statistique de poche 2018*, p. 37, OFEV, Berne 2018, accès: bit.ly/2FwzKeA

⁵ Cf. «Peu de pays font payer le carbone assez cher pour que les objectifs climatiques puissent être atteints», OCDE 2018, accès: bit.ly/2qUrMSD

⁶ Jung, A., «Du nouveau en financement externe d'entreprise et son impact sur la création de valeur», in *Entreprises vivantes, ensemble elles peuvent changer le monde*, L'Harmattan, Paris 2017.

⁷ Cf. «Conventions et recommandations», OIT, bit.ly/2zhClht

⁸ Cf. H. Gazzane, «Trois chiffres édifians démontrent que la corruption gangrène le monde», *Le Figaro*, 9 décembre 2017, bit.ly/2A7hph8

⁹ *World drug report 2017*, UNODC, accès doc pdf: bit.ly/2Tnl4l7

¹⁰ Cf. Données de la Banque mondiale, bit.ly/2524J3v

¹¹ Cf. Planétoscope, consoGlobe, «Dépenses militaires dans le monde», bit.ly/2R1AY2E

¹² Cf. «Le terrifiant coût du tabagisme pour l'économie mondiale», *Le Figaro*, 31 janvier 2017, bit.ly/2S0cPKg

¹³ Cf. F. Roy, «Les dépenses publicitaires mondiales en croissance de 4,1% en 2018, selon Zenith», *CB News*, 4 décembre 2017, bit.ly/2OTWip8

¹⁴ www.teebweb.org

¹⁵ La pollinisation par les abeilles également importante pour les grandes cultures, Cf. Communiqué d'Agroscope, 12 septembre 2017, bit.ly/2FEJOCe

¹⁶ Cf. «IISD Model International Agreement on Investment for Sustainable Development», IISD, avril 2006 (2^e édition révisée), accès doc pdf: bit.ly/2ZgmDZD